

PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Direction de la coordination
et du management de l'action publique
Bureau des procédures d'utilité publique
2014 ICPE/299
MED société d'applications hydrauliques
LEDUC – commune de LIGNE

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE Officier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1 et L514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 mai 2002 autorisant la Société d'Applications Hydrauliques LEDUC à exploiter une unité de fabrication de vérins hydrauliques, sur le territoire de la commune de Ligné, route de Nort-sur-Erdre et notamment son article 9.3.1 qui dispose :

« L'exploitant met en œuvre un schéma de maîtrise des émissions de COV tel que défini par l'arrêté ministériel du 29 mai 2000. Ce schéma garantit que le flux total d'émissions de COV ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émission canalisées et diffuses définies dans l'arrêté ministériel précité. Ce schéma doit aboutir au 30 octobre 2005 à la limitation des flux rejetés à la valeur définie dans le schéma. » ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées du 23 octobre 2014 et le projet d'arrêté de mise en demeure notifiés à la société d'applications hydrauliques LEDUC, le 24 octobre 2014 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que lors de la visite des installations précitées, le 9 octobre 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les émissions de COV dépassaient pour l'année 2013 la valeur limite définie au schéma de maîtrise des émissions ;

CONSIDERANT que les dépassements sont proches de 3 fois la valeur théorique calculée (19 341 kg pour 6 324 kg) ;

CONSIDERANT que cette situation est de nature à porter atteinte à l'environnement proche ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 7 mai 2002 susvisé ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société d'Applications Hydrauliques LEDUC de respecter les prescriptions de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 mai 2002 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1^{er} - La Société d'Applications Hydrauliques LEDUC est mise en demeure, pour poursuivre l'exploitation de l'unité de fabrication de vérins hydrauliques, située route de Nort-sur-Erdre sur le territoire de la commune de Ligné, de respecter les dispositions de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2002 en :

- fournissant une étude technico-économique en vue de réduire les émissions de composés organiques volatils à l'atmosphère pour atteindre les valeurs limites autorisées dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté. La conformité pourra s'apprécier soit au travers d'un schéma de maîtrise des émissions, soit par le respect des valeurs limites fixées à l'arrêté ministériel du 02 février 1998 (articles 27 et 30) ;
- précisant le calendrier de réalisation des travaux dans un délai de 9 mois à compter de la notification de l'arrêté ;
- réalisant les travaux pour atteindre la conformité dans un délai de 18 mois à compter de la notification de l'arrêté.

Article 2 - L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1^{er} du présent arrêté, augmentés d'un mois, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par cet article, et indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 4 - Conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 5 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LIGNE et pourra y être consultée. Cet arrêté sera affiché à la mairie de LIGNE pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de LIGNE et envoyé à la Préfecture (direction de la coordination et du management de l'action publique - bureau des procédures d'utilité publique).

Article 6- Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, la sous-préfète d'ANCENIS, le maire de LIGNE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société d'applications hydrauliques LEDUC, par lettre recommandée avec accusé de réception.

19 NOV. 2014

Nantes, le

Le PREFET

Pour le préfet et en délégation,
le secrétaire général

Emmanuel AUBRY

P.J. : 1

Article L171-8

Créé par Ordonnance n°2012-34 du 11 janvier 2012 - art. 3

I. — Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II. — Lorsque la mise en demeure désigne des travaux ou opérations à réaliser et qu'à l'expiration du délai imparti l'intéressé n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

1° L'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date qu'elle détermine une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser. La somme consignée est restituée au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou opérations.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure d'avis à tiers détenteur prévue par l'article L. 263 du livre des procédures fiscales.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ; les sommes consignées en application du 1° sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages, la réalisation des travaux et des opérations ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Les dispositions des deuxième et troisième alinéas du 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

Les mesures prévues aux 1°, 2° 3° et 4° ci-dessus sont prises après avoir informé l'intéressé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.